Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

COLLINES ISÈRE NORD COMMUNAUTÉ

Rapport d'Orientations Budgétaires

Elaboré par l'exécutif
et présenté en Conseil Communautaire le 09 mars 2023

Année 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Sommaire

SOMMAIRE 1

I. PREAMBULE 2

A. DIMENSION NATIONALE : 3

B. ELEMENTS DE CONTEXTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : 7

C. DIMENSION LOCALE : 9

SITUATION FINANCIERE DE COLLINES ISERE NORD COMMUNAUTE : 9

II. ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023 12

A. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 13
1. Les recettes de fonctionnement 13
2. Les dépenses de fonctionnement 14

B. LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 15
1. Les recettes d'investissement 15
2. Les dépenses d'investissement 16
3. Les engagements pluriannuels déjà actés 18

III. ANALYSE DE LA DETTE 19

IV. EFFECTIFS COMMUNAUTAIRES ET MASSE SALARIALE 20

V. ETAT ANNUEL DES INDEMNITES DES ELUS 27

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

I. PREAMBULE

Pour rappel, depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 06 Février 1992, la TENUE D'UN DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB) S'IMPOSE AUX COLLECTIVITES DANS UN DELAI DE DEUX MOIS PRECEDANT L'EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le rapport d'orientations budgétaires (ROB) est un document essentiel qui permet d'avoir une vue d'ensemble des finances.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi «NOTRe», publiée au journal officiel du 8 Août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers communautaires.

Aussi, dorénavant, le DOB S'EFFECTUE SUR LA BASE D'UN RAPPORT ELABORE PAR L'EXECUTIF sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

L'information est même renforcée dans les collectivités de plus de 10.000 habitants puisque le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit faire l'objet d'une délibération ; cette dernière permettant de prendre acte de la tenue du DOB.

Le Débat d'Orientation Budgétaire représente une étape importante dans le processus de préparation budgétaire.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière préalablement au vote du budget de l'année.

Le Budget Primitif 2023 de COLL'in Communauté s'adapte à l'évolution de sa population et de ses préoccupations (25 130 habitants au 1er janvier 2023) avec un souci d'équité de traitement sur l'ensemble du territoire, tout en intégrant le contexte économique national, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2023, ainsi que la situation financière locale.

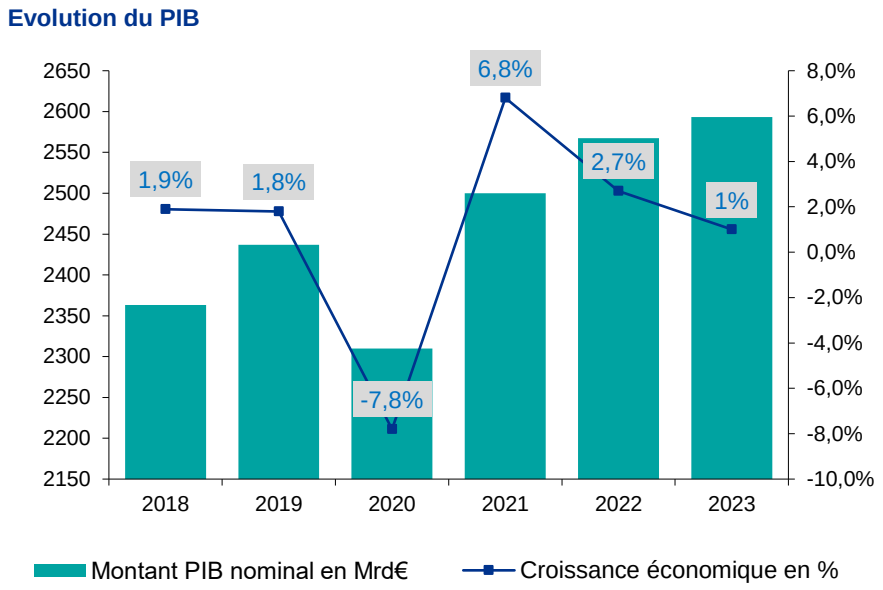
Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

A. DIMENSION NATIONALE : ELEMENTS DU CONTEXTE ECONOMIQUE

L'ECONOMIE MONDIALE PAIE LE PRIX FORT de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ; conjuguée aux effets encore persistants de la pandémie de COVID-19, la guerre vient ralentir la croissance et augmenter les prix.
Le PIB mondial a stagné au deuxième trimestre 2022 et la production a reculé dans les économies du G20. L'inflation perdure plus longtemps que prévu à un niveau élevé.
Dans de nombreuses économies, l'inflation a atteint, au premier semestre 2022, un pic inédit depuis les années 1980. Au vu de la dégradation des indicateurs récents, les perspectives économiques mondiales peinent. La France n'y échappe pas, mais elle résiste.
La résistance de l'économie française se confirme pour le 1er semestre 2023,

Le PIB tricolore devrait croître de 0,2 % malgré une inflation toujours élevée selon la dernière conjoncture de l'INSEE.

La croissance atteindrait 2,7 % en 2022 et +1 % en 2023 dans le cadre du PLF.

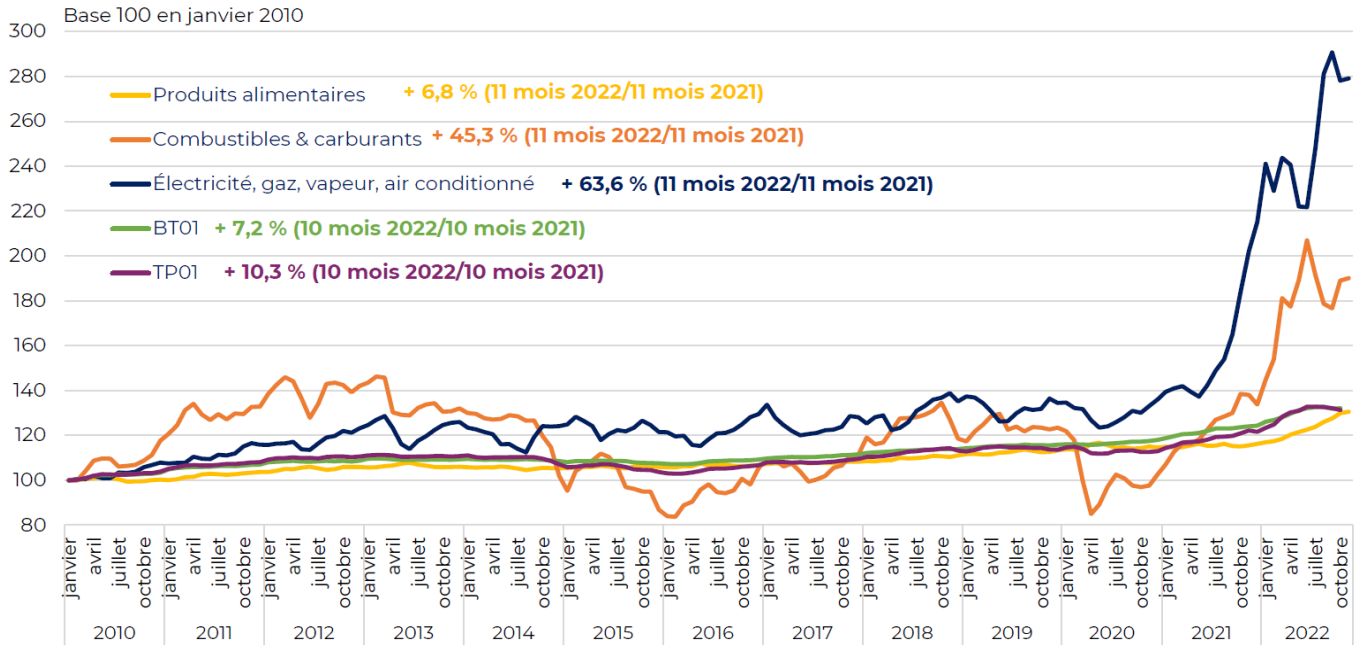


Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

En 2022, le contexte macroéconomique est difficile, conséquences de la guerre en Ukraine et de l'inflation, de fortes tensions sur les marchés des matières premières ainsi que sur le commerce international.

L'impact de l'augmentation des prix se ressent sur les finances des collectivités.

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale



Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

Selon l'estimation provisoire réalisée par l'INSEE, les prix à la consommation augmentent de 6 % sur une année ; cette inflation est due à une forte hausse du coût de l'énergie, des services, de l'alimentation et des produits manufacturés.

Il est complexe de prévoir le niveau et la durée de cette période d'inflation. Néanmoins, elle s'élèverait en moyenne à +5.3 % en 2022, elle pourrait décroître très progressivement en 2023 pour repasser au-dessous de 2 % au cours de l'année 2024, sous l'hypothèse d'une normalisation progressive des prix du pétrole et des prix agricoles mondiaux. Pour note, la Banque de France l'estime à +6% prévisionnellement.

L'ensemble de la zone euro connaît une propagation de tensions inflationnistes au-delà de l'alimentation et de l'énergie ; les entreprises de tous les secteurs de l'économie répercutent en effet le renchérissement des coûts de l'énergie, des transports et de la main d'œuvre. C'est ainsi que plus de la moitié des produits composant l'indice des prix connait une inflation supérieure à 4 %.

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

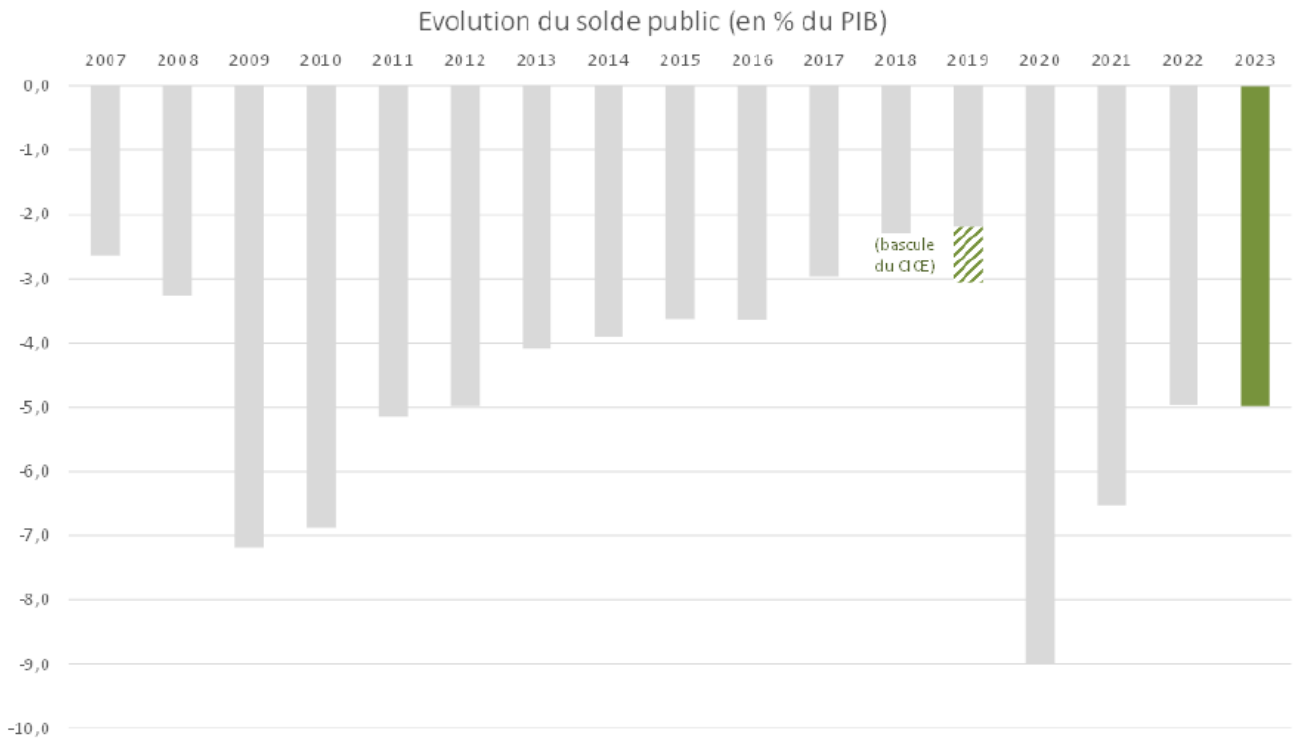
La situation tendue sur le marché du travail, avec des taux de chômage approchant les plus bas niveaux depuis 10 ans, donne les salaires et contribue à atténuer la perte du pouvoir d'achat et de croissance. Cela étant, elle contribue aussi à la généralisation de l'inflation. Dans ce contexte, l'emploi résisterait globalement assez bien, et le taux de chômage avoisine les 7,4 %.

La Loi de finances pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maitrisant les dépenses publiques pour stabiliser le déficit public :

Le déficit public s'est établi en 2021 à 6,5 % du PIB, principalement grâce au rebond de l'activité économique, mais le solde public est resté dégradé en raison d'un niveau encore élevé des mesures de soutien d'urgence et des mesures du plan France Relance.

En 2022, il s'établirait à 5,0 % du PIB.

Le projet de LPFP 2023-2027 prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3 % à horizon 2027 grâce à un effort structurel en dépense. La croissance moyenne annuelle de la dépense publique en volume serait limitée à +0,6 % entre 2022 et 2027 hors effet de l'extinction des mesures d'urgence et de relance, soit une évolution inférieure à la croissance potentielle de l'activité (+1,35 %).

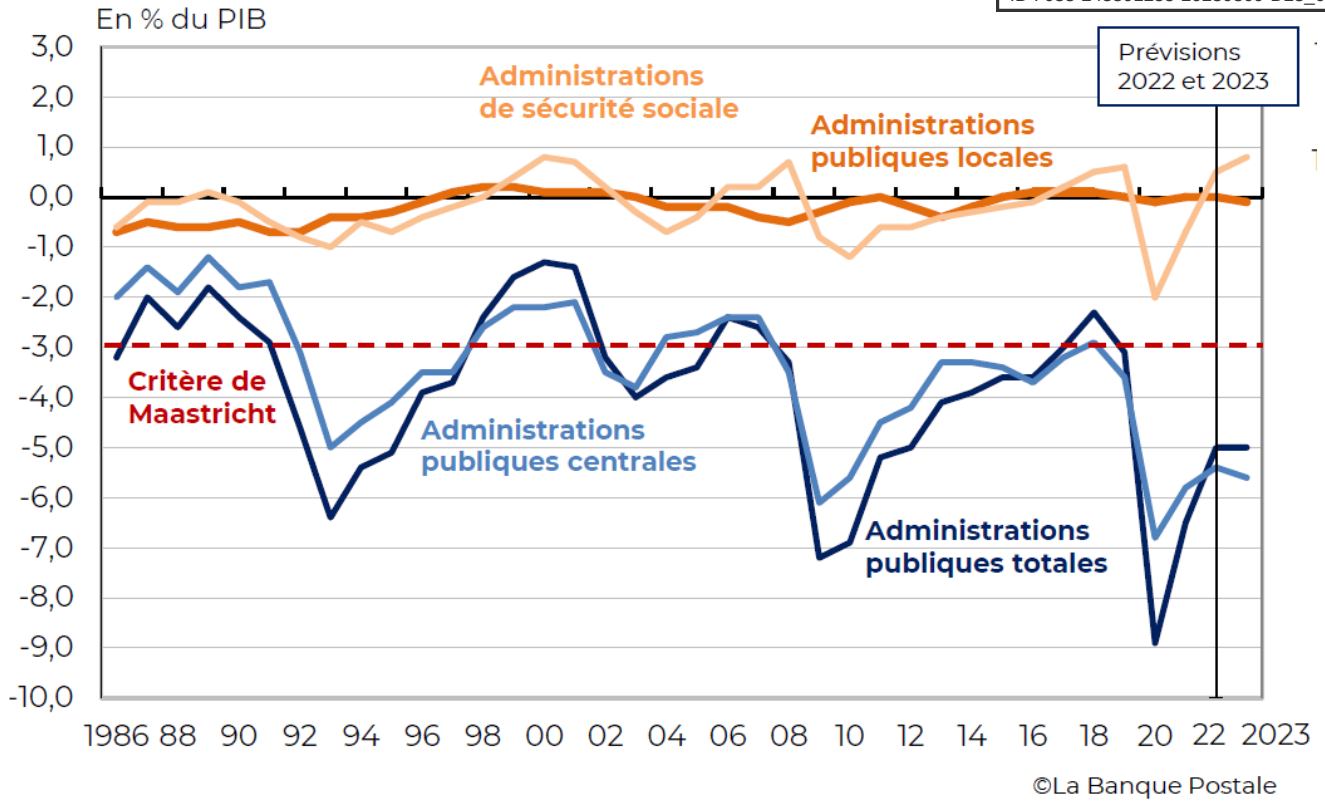


Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Le déficit des administrations publiques

Du point de vue des Administrations publiques locales,

il est prévu une légère dégradation de l'équilibre avec un déficit prévisionnel en 2023 et 2024 puis un accroissement pour atteindre 0,5% du PIB en 2027.



Dans le détail, du point de vue des administrations publiques, la trajectoire lancée passe par :

- une amélioration du déficit public par la diminution des dépenses en volume sur 2023 puis sur 2026 et 2027 :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Administrations publiques locales						
Solde effectif	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,5
Dépense publique (en Md€)	295	305	314	322	323	326
Évolution de la dépense publique en volume (%)*	0,1	-0,6	0,1	0,4	-1,3	-1,1

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

➢ et un plafonnement des concours apportés par l'Etat aux collectivités, aux montants suivants (hors FCTVA)

	2023	2024	2025	2026	2027
Total des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales	53,15	53,31	53,89	54,37	54,57
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	6,70	7,00	7,30	7,50	7,40
Autres concours	46,45	46,31	46,59	46,87	47,17

B. ELEMENTS DE CONTEXTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :

MESURES CONTRE L'INFLATION : avec la reconduction du « bouclier tarifaire », l'élargissement du dispositif de « Filet de sécurité » et l'instauration d'un « amortisseur électricité » pour les dépenses d'énergie des Collectivités,

DOTATIONS ET CONCOURS DE L'ETAT : Les prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales sont en hausse de 2.4 milliards d'€ par rapport à 2022 ; cette évolution s'explique par :

- Les *fonds de soutien exceptionnels* de 430 M€ en 2022 et 1,5 Mds en 2023 au titre de la croissance des prix de l'énergie [*et de la hausse du point d'indice (pour 2022 uniquement*)],
- La DGF – *Dotation Globale de Fonctionnement* - augmente pour la 1ère fois depuis 13 ans de 320 M€ par rapport à 2022 dont :
  - + 90 M€ sur la DSU (similaire à 2022)
  - + 200 M€ sur la DSR (dont 60% sur DSR péréquation)
  - + 30 M€ sur la dotation d'intercommunalité
- L'augmentation prévisionnelle de + 183 M€ de la *compensation* de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels en raison du dynamisme des bases de ces impositions ;
- La croissance anticipée de + 200 M€ du *FCTVA* en 2023 ;

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

= Soit un montant total de prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat d'un montant de 45.6 M€ :

en millions d'euros	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023
Prélèvements sur Recettes	**43 400**	**43 212**	**45 590**
DGF	26 758	26 786	26 931
FCTVA	6 546	6 500	6 700
Comp VL TFB	3 290	3 642	3 825
DCRTP	2 905	2 880	2 875
Dot²	413	388	378
Soutiens exceptionnels	580	100	1 930
Autres	2 908	2 916	2 950

- *Création d'un fond vert* de 2 milliards d'€ destiné aux Collectivités pour financer leurs investissements dans le cadre de la transition écologique ; 3 axes de financement identifiés :
  - Performance environnementale : rénovation énergétique/tri à la source et valorisation des biodéchets/renouvellement de l'éclairage public
  - Adaptation au changement climatique : Prévention des inondations/des risques d'incendie de forêt/des risques cycloniques/Adaptation aux risques en montagne/au recul du trait de côte/renaturation
  - Amélioration du cadre de vie : déploiement de ZFE/recyclage des friches/accompagnement de la Stratégie nationale biodiversité 2030/soutien au covoiturage

FISCALITE : Les prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales sont en hausse de 2.4 milliards d'€ par rapport à 2022 ; cette évolution s'explique par :

- *Suppression de la CVAE* – cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises : les collectivités ne percevront plus la CVAE, et obtiendront une compensation dynamique à travers une fraction de TVA qui devrait être égale à la moyenne des recettes perçues depuis 2020,
- Revalorisation cadastrale : l'indexation des valeurs locatives cadastrale pour 2023 se fait sur la base de 7.1%

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

C. DIMENSION LOCALE :
SITUATION FINANCIERE DE COLLINES ISERE NORD COMMUNAUTE :

Pour rappel, en 2022, l'élaboration et le vote d'un Pacte Financier et Fiscal 2022-2025 entre Collines Isère Nord Communauté et ses communes membres qui acte la solidarité communautaire.

En effet, malgré le contexte économique difficile et une baisse de son autofinancement, COLLINES ISERE NORD COMMUNAUTE va encore plus loin ; plus loin que beaucoup d'EPCI en matière d'accompagnement sur son territoire, et fournit un effort financier important envers ses communes.

Ce pacte reflète une solidarité soutenue de la communauté de Communes envers ses communes, et la volonté de pérenniser les dispositifs déjà existants, et leur faire bénéficier de la dynamique de fiscalité professionnelle du territoire par le biais d'outils de solidarité financière. Il intègre précisément :

- Une Dotation de Solidarité Communautaire – DSC – pour les années 2022 et 2023 de 600 k€/an avec une clause de revoyure,

- La mise en place d'un fond de soutien aux investissements locaux de 175k€ par commune, soit une enveloppe de 1.75 M€ sur la période 2022-2025,

- La restitution des moyens financiers aux communes pour exercer la compétence « Accueil Périscolaire du mercredi »,

- la formalisation financière de l'usage temporaire des locaux communaux,

- Prise en charge du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales – FPIC – à hauteur de 72% de la contribution du bloc communal.

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES / EVOLUTION DE L'AUTOFINACEMENT

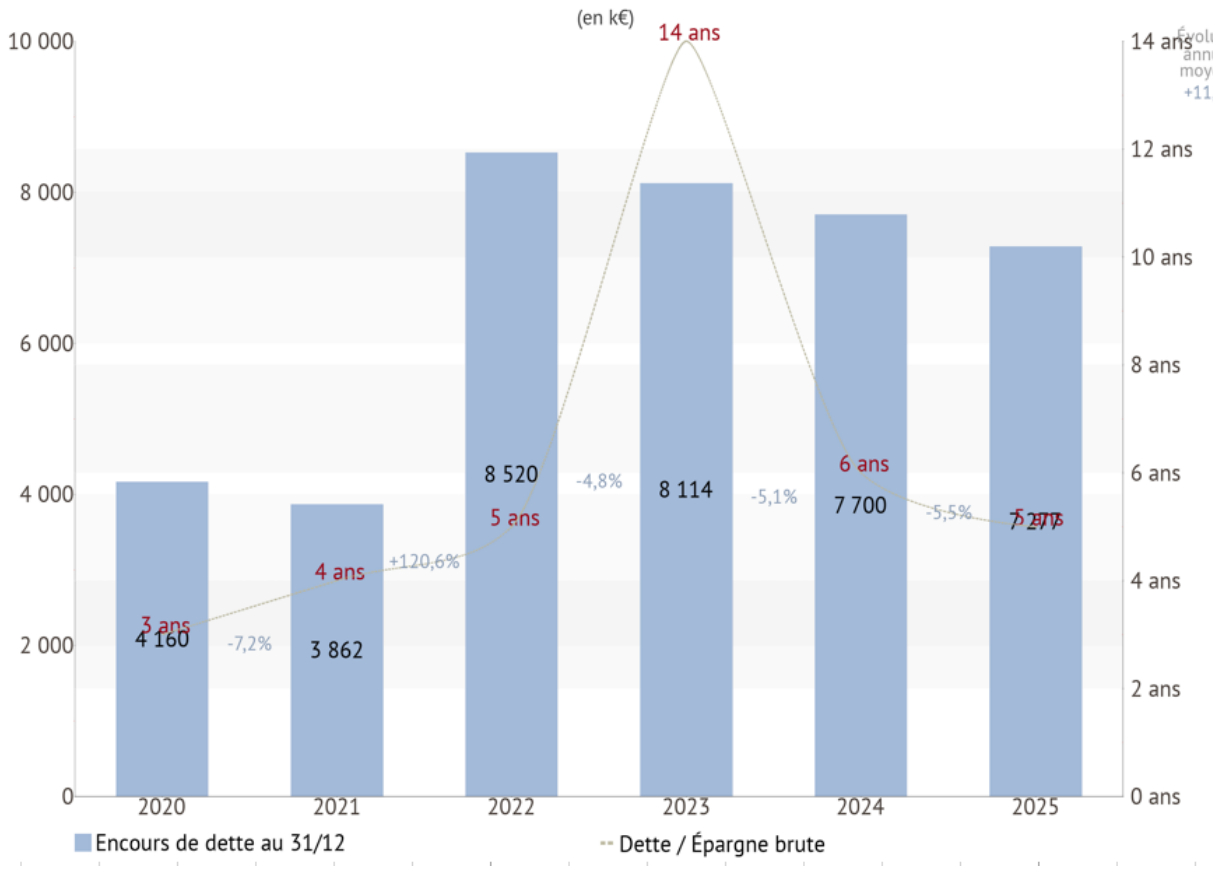
	CA2020 en €	CA2021 en €	CA2022 en €	CA2023 en €	CA2024 en €	CA2025 en €
Recettes de gestion	**12 413 110**	**13 177 823**	**13 837 185**	**14 598 292**	**14 840 210**	**15 087 308**
Produit des services (R70)	234 070	313 517	306 662	336 159	339 521	342 916
Impôts et taxes (R73)	10 021 471	9 155 659	10 141 053	10 678 080	10 908 992	11 142 305
Dotations et participations (R74)	1 766 348	2 784 598	2 709 503	2 790 279	2 798 358	2 808 748
Atténuation de charges (R013)	120 521	211 260	120 005	120 005	120 005	120 005
Autres produits (R75)	270 700	712 789	559 962	673 769	673 334	673 334
Dépenses de gestion	**10 977 031**	**12 026 376**	**12 116 841**	**13 816 414**	**13 365 768**	**13 555 326**
Dépenses de personnel (D012)	1 978 980	2 300 527	2 559 000	2 959 000	3 032 975	3 108 799
Charges à caractère général (D011)	1 045 883	1 248 525	1 206 302	1 600 000	1 624 000	1 648 360
Atténuation produits (D014)	4 106 235	4 436 764	4 035 097	4 371 109	3 717 396	3 720 570
Autres charges courantes (D65)	3 845 933	4 040 560	4 316 442	4 886 305	4 991 397	5 077 597
Épargne de gestion	**1 436 079**	**1 151 447**	**1 720 344**	**781 878**	**1 474 442**	**1 531 982**
Intérêts de la dette existante	52 918	47 537	183 509	196 854	187 897	178 631
Soldes financiers, except. & provisions	- 46 381	- 22	80 974	89	89	89
Épargne brute (CAF)	**1 336 780**	**1 103 888**	**1 617 809**	**585 113**	**1 286 634**	**1 353 440**
Amortissement capital dette existante	294 642	297 755	407 945	405 969	414 199	422 736
Épargne nette (CAF Nette)	**1 042 138**	**806 133**	**1 209 864**	**179 144**	**872 435**	**930 704**

AUTOFINANCEMENT :

Dans cette hypothèse, le rebond constaté en 2024 vient du fait de l'absence de DSC (Dotation de Solidarité Communautaire).

Pour rappel, le Pacte Financier Fiscal prévoit une clause de revoyure courant 2023.

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE



CAPACITE DE DESENDETTEMENT :

La réintégration de la dette du Budget Annexe de l'EHPAD provoque une détioration du ratio par rapport à la situation historique.

Mais cela reste très acceptable puisque le seuil d'alerte d'un surendettement est à 1.66 alors que COLL'in se situe à 0.645

Ratio de surrendettement ***(Encours de la dette/ recettes de fonctionnement)***: Marges de manœuvre pour les années à venir.	*Taux 2021 pour mémoire = 0.2930*	Taux 2022 = 0.6455	➔ le seuil d'alerte pour la strate est de 1.66 *Remarque : augmentation suite à l'intégration de la dette de l'EHPAD*

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

II. ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Comme chaque année, la période de préparation budgétaire est officiellement lancée par l'envoi de la lettre d'orientations budgétaires du Président.

Cette année 2023, l'équation budgétaire est particulièrement complexe du fait de l'effet combiné de la forte inflation, du poids de la facture énergétique, de l'augmentation des taux d'intérêt, des prix des denrées alimentaires et des matières premières.

Malgré cela, le souhait de l'exécutif est de ne pas modifier la pression fiscale des contribuables des Collines Isère Nord Communauté ; les taux de fiscalité locale resteront encore cette année inchangés.

Taux de la fiscalité ménages *(Inchangés depuis la création de la CC) :*

- Taxe sur le Foncier Bâti 0.00 %
- Taxe sur le Foncier Non Bâti 2.65 %

Taux de Cotisation Foncière des Entreprises (*inchangé depuis 2017)* à 24.39 %

Le défi de combiner « sobriété au quotidien » et « poursuite des actions » est relevé afin de poursuivre une politique volontariste, et mener à bien les projets engagés lors de ce mandat.

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

A. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

1. Les recettes de Fonctionnement

En l'état actuel des prévisions des services, les recettes de fonctionnement de l'exercice 2023 sont estimées à près de 14 M€.

➔ A noter que cette estimation ne comprend pas la reprise de l'excédent 2022 d'un montant de 3.2 M€ qu'il sera nécessaire de reprendre par anticipation pour l'équilibre du budget

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	118 600,00	0,00	102 000,00	0,00	102 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	328 696,00	0,00	336 159,00	0,00	336 159,00
73	Impôts et taxes	10 067 497,03	0,00	10 270 778,00	0,00	10 270 778,00
74	Dotations et participations	2 551 865,00	0,00	2 552 450,00	0,00	2 552 450,00
75	Autres produits de gestion courante	558 501,00	0,00	674 022,00	0,00	674 022,00
	Total des recettes de gestion courante	**13 625 159,03**	**0,00**	**13 935 409,00**	**0,00**	**13 935 409,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**13 625 159,03**	**0,00**	**13 935 409,00**	**0,00**	**13 935 409,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 746,00*		*1 585,00*	*0,00*	*1 585,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***9 746,00***		***1 585,00***	***0,00***	***1 585,00***
	TOTAL	**13 634 905,03**	**0,00**	**13 936 994,00**	**0,00**	**13 936 994,00**

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

2. *Les dépenses de Fonctionnement*

En l'état actuel des prévisions des services, les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2023 sont estimées à près de 15 M€,

➔ A noter que cette estimation comprend :

- Une évolution de +6.80% des charges à caractère général en lien avec l'inflation, l'augmentation de l'offre de services à la population et la mise en place du transport à la demande sur le territoire à compter de septembre 2023,
- Des charges de personnel estimées à 2.95 M€
- Une solidarité envers les communes pour un montant de 4.41 M€ qui se répartissent entre :
  - ⇨ *Le Prélèvement du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et communales (FPIC) estimé à 0.315 M€.*
  - ⇨ *Le versement des attributions de compensation à hauteur de 3.44 M*
  - ⇨ *La dotation de solidarité aux communes pour 0.657 M€*
- Les subventions aux associations gestionnaires des services petite enfance/enfance et jeunesse prenant en compte les accroissements de charges et l'augmentation de la capacité d'accueil pour 0.520 M€
- La contribution versée au SMND au titre de la gestion des déchets estimée à 3.2 M€
- Les charges financières : 0.216 M€ qui tiennent compte de l'évolution du taux du Livret A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 753 865,00	0,00	1 873 150,00	0,00	1 873 150,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 634 053,00	0,00	2 959 107,00	0,00	2 959 107,00
014	Atténuations de produits	4 771 142,00	0,00	4 412 290,00	0,00	4 412 290,00
65	Autres charges de gestion courante	4 572 089,00	0,00	4 886 152,00	0,00	4 886 152,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**13 731 149,00**	**0,00**	**14 130 699,00**	**0,00**	**14 130 699,00**
66	Charges financières	185 809,00	0,00	215 889,00	0,00	215 889,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	289 000,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 079 415,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**15 285 873,00**	**0,00**	**14 347 088,00**	**0,00**	**14 347 088,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*545 000,00*		*577 202,00*	*0,00*	*577 202,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***545 000,00***		***577 202,00***	***0,00***	***577 202,00***
	TOTAL	**15 830 873,00**	**0,00**	**14 924 290,00**	**0,00**	**14 924 290,00**

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

B. LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

1. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement de l'exercice 2023 sont estimées à 1.6 M€

➔ A noter que cette estimation ne comprend pas la reprise de l'excédent 2022 d'un montant de 5.5 M€ qui sera repris par anticipation pour l'équilibre du budget

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	609 731,20	548 620,00	209 790,00	0,00	758 410,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	609 731,20	548 620,00	209 790,00	0,00	758 410,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	149 999,57	4 683,00	300 000,00	0,00	304 683,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	600,00	0,00	600,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	150 999,57	4 683,00	300 600,00	0,00	305 283,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	760 730,77	553 303,00	510 390,00	0,00	1 063 693,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*545 000,00*		*577 202,00*	*0,00*	*577 202,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***545 000,00***		***577 202,00***	***0,00***	***577 202,00***
	TOTAL	**1 305 730,77**	**553 303,00**	**1 087 592,00**	**0,00**	**1 640 895,00**

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

2. *Les dépenses d'investissement*

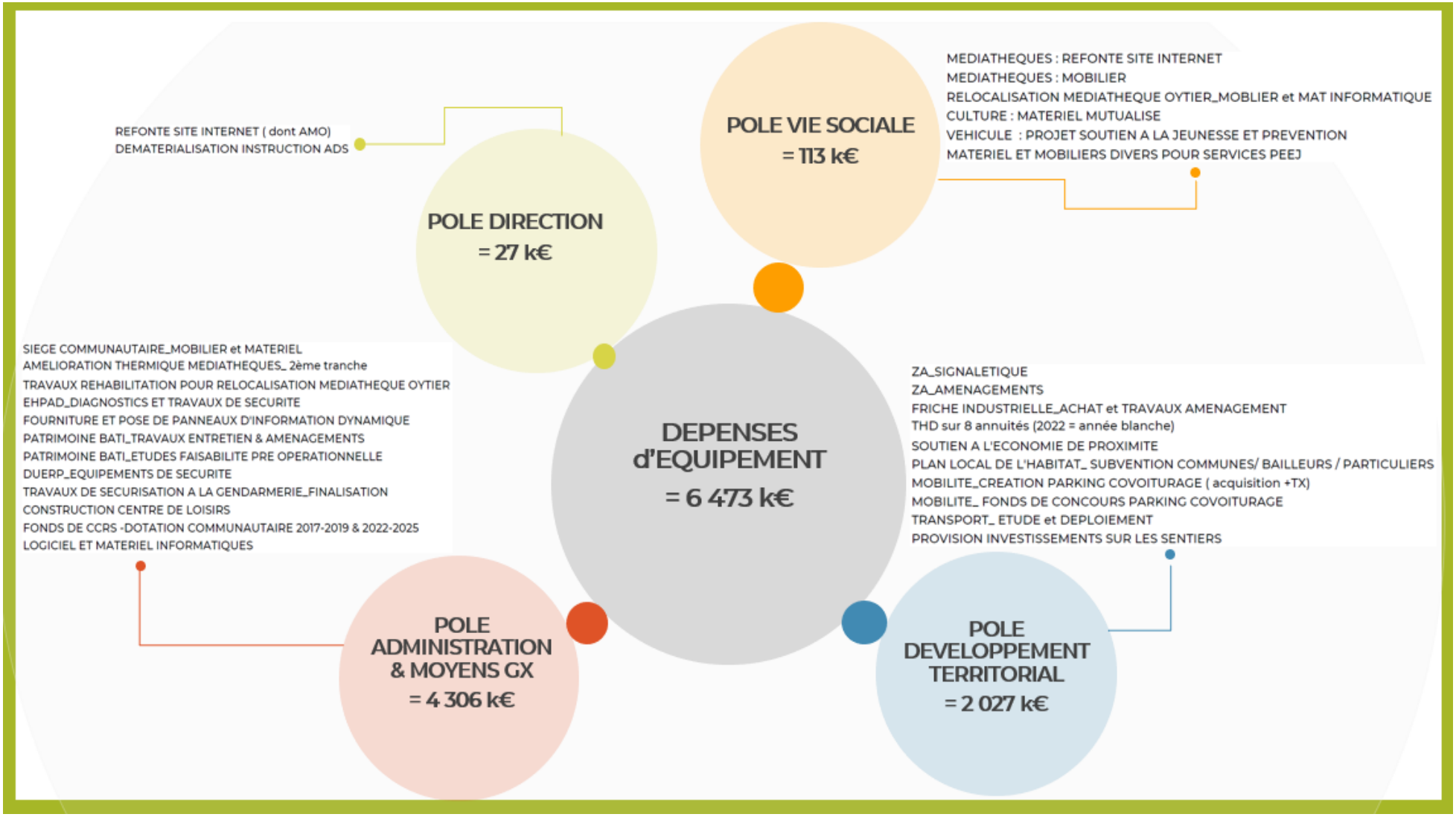
Les dépenses d'investissement de l'exercice 2023 sont estimées à près de 6.9 M€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	132 377,00	46 738,00	94 000,00	0,00	140 738,00
204	Subventions d'équipement versées	2 753 857,44	800 101,00	1 773 766,00	0,00	2 573 867,00
21	Immobilisations corporelles	950 742,19	102 052,00	713 500,00	0,00	815 552,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 885 580,37	313 249,00	2 630 000,00	0,00	2 943 249,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 722 557,00**	**1 262 140,00**	**5 211 266,00**	**0,00**	**6 473 406,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	415 533,00	0,00	406 572,00	0,00	406 572,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	104 764,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**520 297,00**	**0,00**	**406 572,00**	**0,00**	**406 572,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 242 854,00**	**1 262 140,00**	**5 617 838,00**	**0,00**	**6 879 978,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*9 746,00*		*1 585,00*	*0,00*	*1 585,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***9 746,00***		***1 585,00***	***0,00***	***1 585,00***
	TOTAL	**7 252 600,00**	**1 262 140,00**	**5 619 423,00**	**0,00**	**6 881 563,00**

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Dont 6 473 k€ de dépenses d'équipement :



Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

3. Les engagements pluriannuels déjà actés

- Participation au Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit – 1.2M€ TTC *(2017-2024)*
- Travaux d'aménagement sur l'ensemble du patrimoine bâti – 70 K€ TTC annuels *(2021-2025)*
- Dotation communautaire de soutien aux investissements communaux - 1.8 M€ TTC *(2017-2019 /solde en 2023)*
- Dotation communautaire de soutien aux investissements communaux - 1.75 M€ TTC *(2022-2025)*
- Fonds de concours « Mobilité places de covoiturage – 0.22 M€ TTC *(2022-2025)*
- Construction de Centres de loisirs – 2M€ TTC *(2021-2025)*
- Plan Local de l'Habitat (Aides au foncier et construction) – 951 K€ (*2022-2025)*
- Signalétique des Zones d'Activités – 173 K€ *(2020-2023)*
- Soutien à l'économie de proximité – 250 K€ *(2021-2025)*

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

III. ANALYSE DE LA DETTE

1. L'endettement pluri annuel

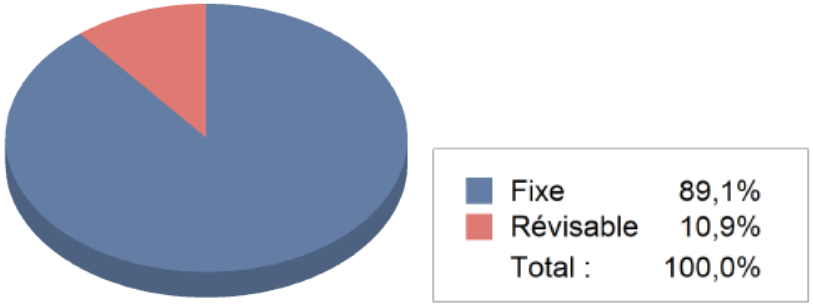
Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2022	590 016,04 €	182 070,71 €	407 945,33 €	0,00 €	0,00 €	14 299 501,55 €
2023	602 823,36 €	196 854,30 €	405 969,06 €	0,00 €	0,00 €	8 524 834,23 €
2024	602 095,36 €	187 896,64 €	414 198,72 €	0,00 €	0,00 €	8 118 865,17 €
2025	601 367,30 €	178 631,32 €	422 735,98 €	0,00 €	0,00 €	7 704 666,45 €
2026	542 865,77 €	169 046,39 €	373 819,38 €	0,00 €	0,00 €	7 281 930,47 €

L'encours de la dette est composé de :

* 6 emprunts à taux fixes, dont les taux sont compris entre 0% et 4.55%,

* 1 emprunt à taux variable, indexé sur le taux du Livret A.

2. La répartition en fonction de la nature des taux



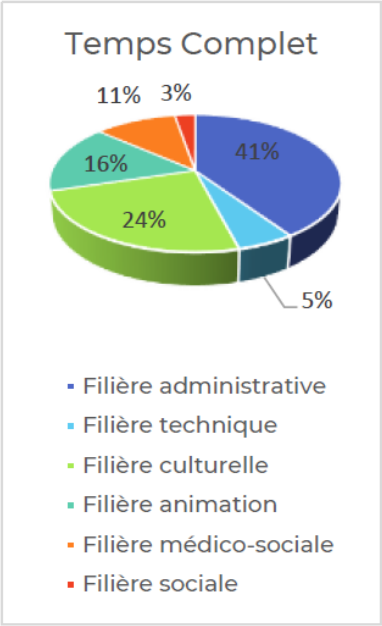
Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

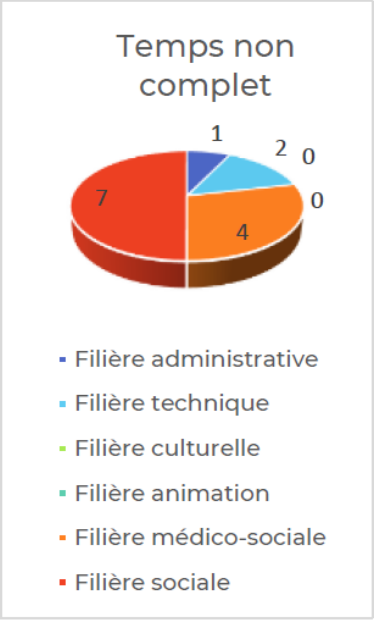
IV. EFFECTIFS COMMUNAUTAIRES ET MASSE SALARIALE

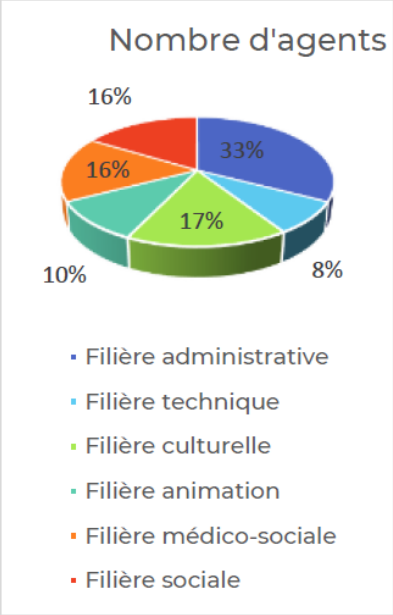
Les chiffres 2022 au regard du tableau des emplois permanents

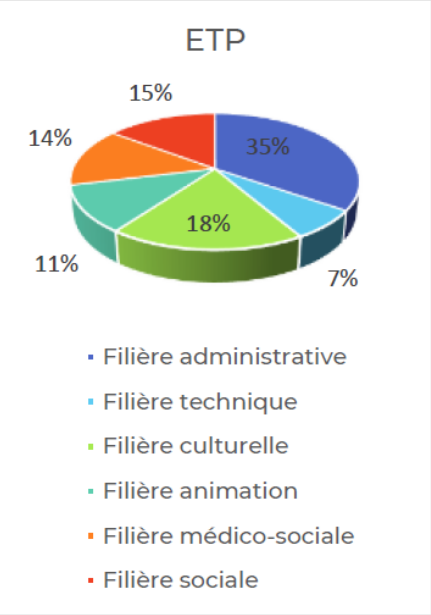
Filière	Temps Complet	Temps non complet	Nombre d'agents	ETP
Filière administrative	15	1	16	15,01
Filière technique	2	2	4	3,00
Filière culturelle	9	0	8	8,00
Filière animation	6	0	5	4,80
Filière médico-sociale	4	4	8	6,12
Filière sociale	1	7	8	6,37
Total	**37**	**14**	**49**	**43,30**
	51			

2 postes sont vacants au 31.12.2022





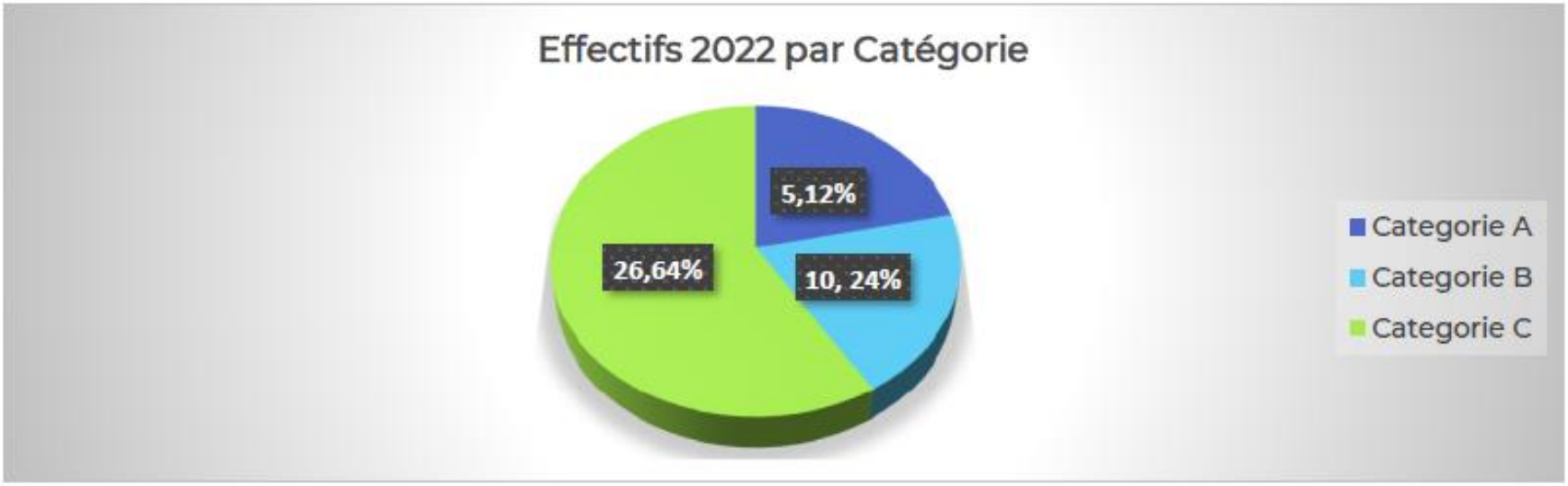




Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Répartition des agents par catégorie au regard du tableau des emplois permanents

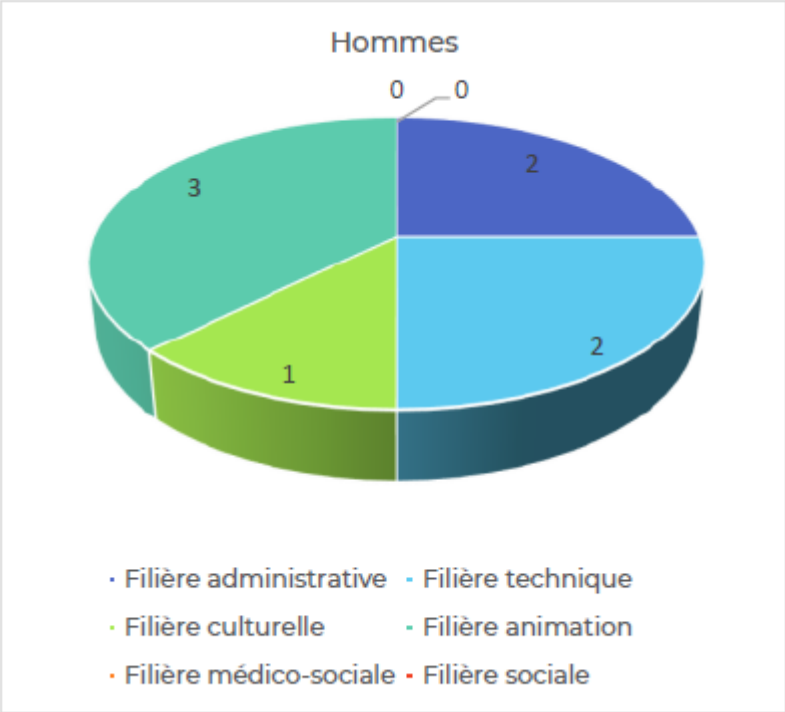
Filière	Categorie A	Categorie B	Categorie C	Total
Filière administrative	5	3	8	16
Filière technique	0	0	4	4
Filière culturelle	2	1	6	9
Filière animation	0	2	4	6
Filière médico-sociale	4	4	0	8
Filière sociale	0	0	8	8
Total	**11**	**10**	**30**	**51**

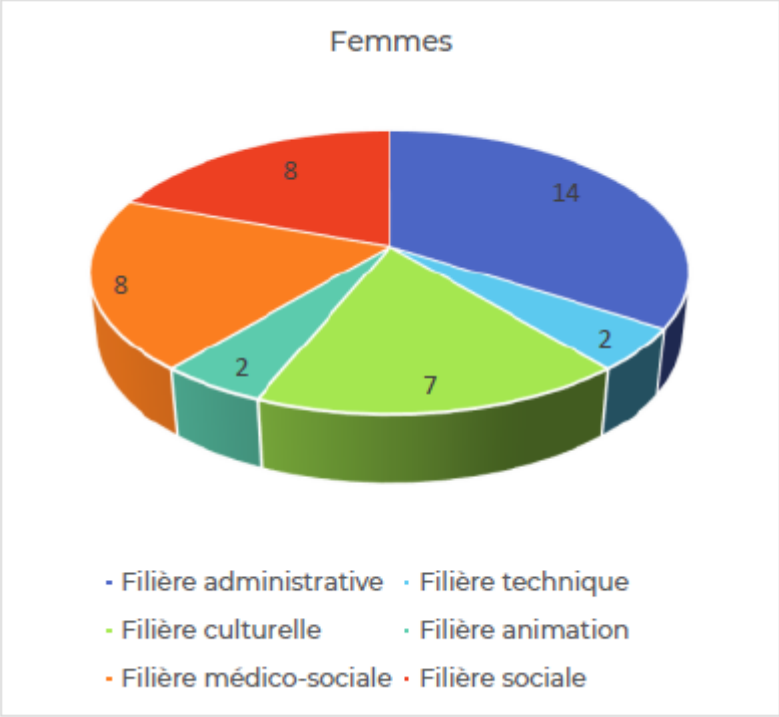


Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Répartition des agents par sexe au regard du tableau des emplois permanents

Agents	Hommes	Femmes	Total
Filière administrative	2	14	16
Filière technique	2	2	4
Filière culturelle	1	7	8
Filière animation	3	2	5
Filière médico-sociale	0	8	8
Filière sociale	0	8	8
Total	**8**	**41**	**49**

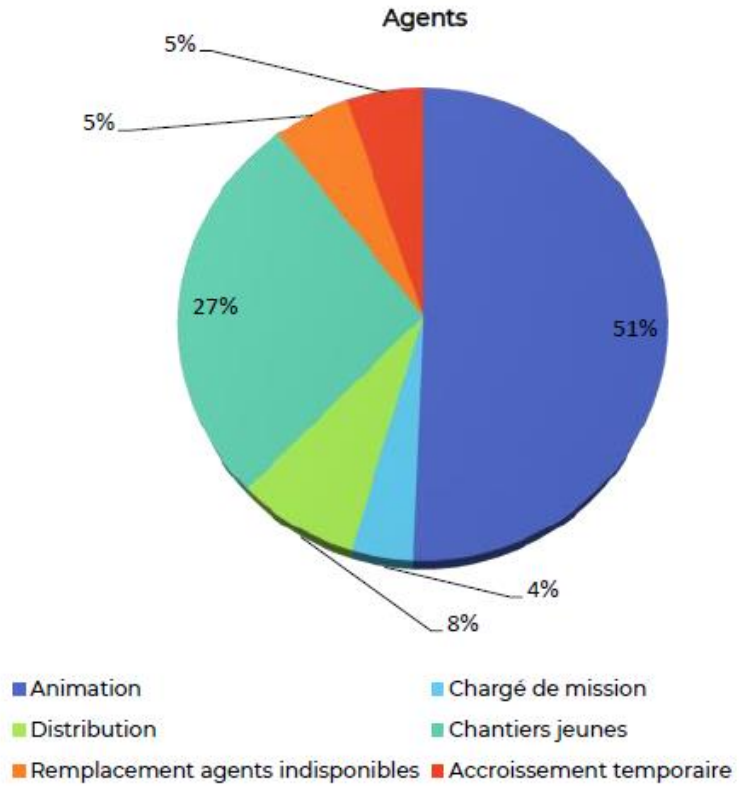




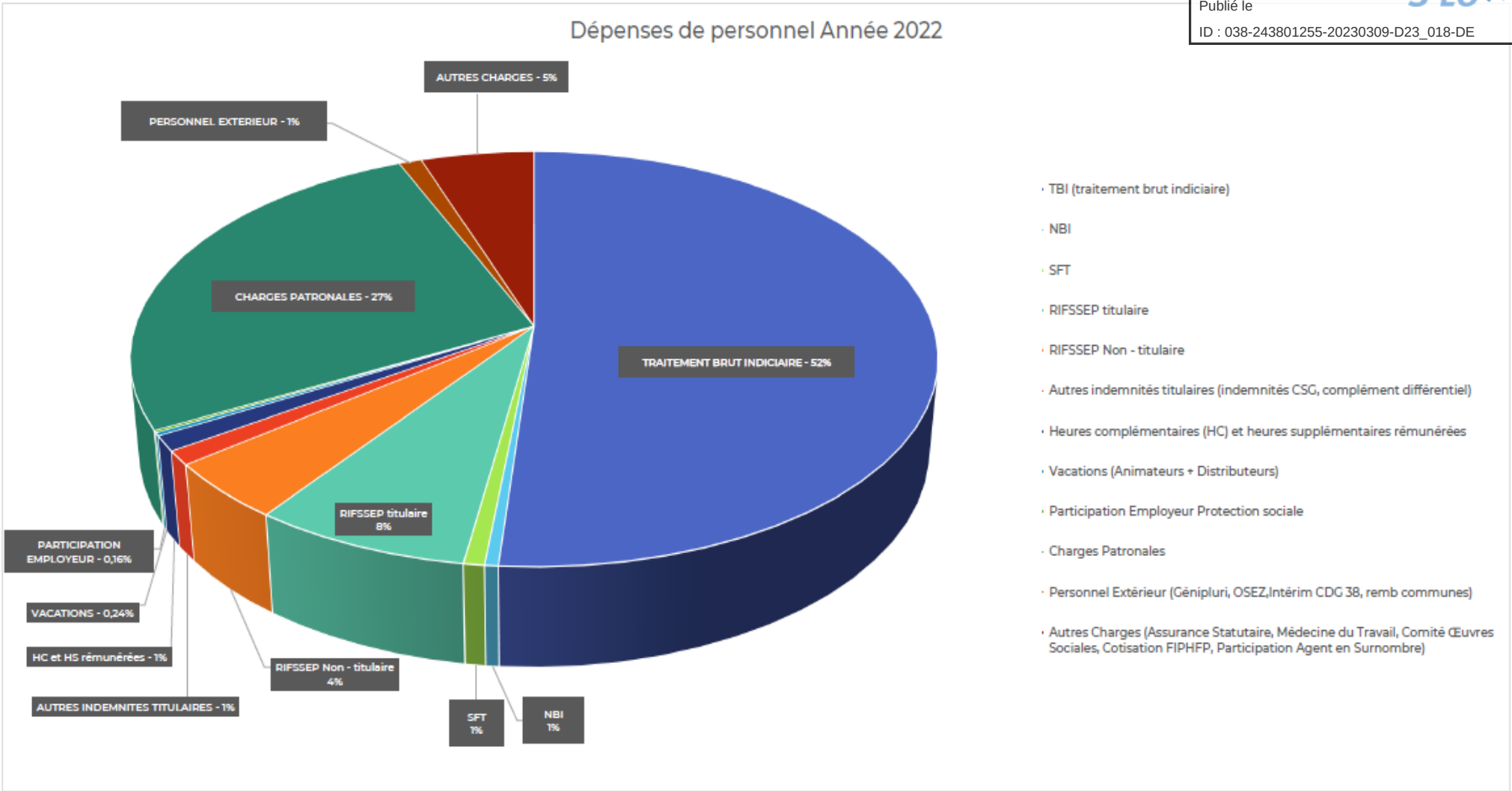
Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Les chiffres 2022 des agents sur des postes non-permanents

Secteur	Agents
Animation	39
Chargé de mission	3
Distribution	6
Chantiers jeunes	21
Remplacement agents indisponibles	4
Accroissement temporaire	4
Total	71



Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE



Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

Dépenses de personnel détaillées - Année 2022		
TBI (traitement brut indiciaire)	1 310 112,42 €	51,20%
NBI	11 984,64 €	0,47%
SFT	18 375,58 €	0,72%
RIFSSEP titulaire	193 302,94 €	7,55%
RIFSSEP Non - titulaire	114 143,48 €	4,46%
Autres indemnités titulaires (indemnités CSG, complément différentiel)	28 037,52 €	1,10%
Heures complémentaires (HC) et heures supplémentaires rémunérées	30 444,31 €	1,19%
Vacations (Animateurs + Distributeurs)	6 151,13 €	0,24%
Participation Employeur Protection sociale	4 169,33 €	0,16%
Charges Patronales	679 671,95 €	26,56%
Personnel Extérieur (Génipluri, OSEZ,Intérim CDG 38, remb communes)	27 164,98 €	1,06%
Autres Charges (Assurance Statutaire, Médecine du Travail, Comité Œuvres Sociales, Cotisation FIPHFP, Participation Agent en Surnombre)	135 175,63 €	5,28%
TOTAL	2 558 733,91 €	100,00%

Une estimation haute pour faire face aux évolutions réglementaires du statut de la FPT, et aux recrutements 2022 qui seront en année pleine sur 2023.

RAPPEL EVOLUTION DEPENSES DE PERSONNEL	
Année	Montant
2019	1 896 846,40 €
2020	1 978 980,52 €
2021	2 300 527,48 €
2022	2 558 733,91 €
Estimation BP 2023	2 959 107,00 €

EVOLUTION DES EFFECTIFS

	Emplois permanents	Emplois non permanents
2019	43	67
2020	51	46
2021	51	70
2022	51	71

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

NOMBRE DE RECRUTEMENTS REALISES - ANNEE 2022				
Filière	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	TOTAL
Filière administrative		3	1	4
Filière technique			1	1
Filière culturelle			2	2
Filière animation			11	11
Filière médico-sociale				0
Filière sociale				0
Total	**0**	**3**	**15**	**18**

NATURE DES RECRUTEMENTS EFFECTUES - ANNEE 2022		
Recrutement en Catégorie A	Recrutement en Catégorie B	Recrutement en Catégorie C
	Chargé de mission développement durable et mobilité	Assistant adminsitratif renfort Pôle AMG
	Chargé de mission mobilité	Responsable communication
	Directeur Pôle RH Accueil Assemblées	Animateur médiathèque
		Agent médiathèque
		Animateurs (hors vacances scolaires)

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 038-243801255-20230309-D23_018-DE

V. ETAT ANNUEL DES INDEMNITES DES ELUS

Cet article est rédigé conformément à la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 qui a modifié un grand nombre de règles techniques applicables aux collectivités et à leurs groupements.

Et Notamment :

LA PRESENTATION DE L'ETAT ANNUEL DES INDEMNITES PERÇUES PAR LES ELUS,

Joint en annexe du Rapport d'Orientations Budgétaires, cet état recense les indemnités perçues au titre du mandat de conseiller communautaire, mais aussi les indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité dans un syndicat, d'une SEM ou d'une SPL.

A noter que ces informations ne relèvent pas des actes soumis à l'obligation de transmission dans le cadre du contrôle de légalité.

L'annexe qui a été transmise aux élus lors de la convocation au Conseil Communautaire du 09/03/2023, sera ôtée du ROB lors de sa transmission en Sous-Préfecture, et lors de toute autre publication.

Le Débat d'Orientation Budgétaire sera suivi du vote du Budget Primitif 2023
et des taux de fiscalité (hors TEOM)
le 06 avril 2023.